

HISTOIRE
UNIVERSELLE

21104
35

HISTOIRE UNIVERSELLE

PAR

CÉSAR CANTU

TRADUITE

PAR EUGÈNE AROUX

ET PIERSILVESTRO LEOPARDI

REVUE PAR

MM. AMÉDÉE RENÉE, BAUDRY, CHOPIN, DEHÈQUE, DELATRE
LACOMBE ET NOEL DES VERGERS

TROISIÈME ÉDITION PARISIENNE

entièrement revue

D'APRÈS LA DERNIÈRE ÉDITION ITALIENNE

PAR M. LACOMBE

SOUS LES YEUX DE L'AUTEUR

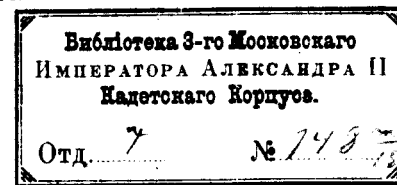
TOME QUINZIÈME

A PARIS

CHEZ FIRMIN DIDOT FRÈRES, FILS ET C^{ie}

IMPRIMEURS DE L'INSTITUT DE FRANCE, RUE JACOB, 56.

M DCCC LXVII



auteur et les éditeurs se réservent le droit de reproduction
et de traduction.

TYPOGRAPHIE DE H. FIRMIN DIDOT. — MESNIL (EURE).

HISTOIRE UNIVERSELLE.

LIVRE XV.

QUINZIÈME ÉPOQUE.

DEUXIÈME PARTIE.

SOMMAIRE.

Préludes de la réforme. — Luther. — La réforme et la politique. — Zwingle, Calvin. — Réaction catholique ; les jésuites ; concile de Trente. — Réformateurs italiens, anti-trinitaires. — Fin de Charles-Quint. — Bataille de Lépante. — Pays-Bas, Espagne, Portugal. — France, les Valois. — Les Bourbons. — L'Angleterre. — Allemagne, guerre de trente ans. — Les papes après le concile de Trente. — Suède. — Danemark. — Pologne, Lithuanie, Livonie. — Philosophie politique et jurisprudence. — Littérature théologique. — Moralistes. — Érudition et histoire. — Philosophie spéculative. — Sciences exactes. — Naturalistes et médecins. — Littérature française. — Littérature espagnole. — Littérature portugaise. — Littérature allemande et septentrionale. — Littérature anglaise. — Musique.

CHAPITRE XVI.

PRÉLUDES DE LA RÉFORME.

Pour quiconque réfléchissait à cette universelle corruption d'une société qui, après la perte des sentiments chevaleresques, n'avait pas encore acquis le calme de la raison, pour quiconque réfléchissait, si l'on peut ainsi parler, à cette paganisation des mœurs, des arts, de la politique et des lettres, une réforme était devenue nécessaire. Déjà nous avons vu le monde arraché

aux abîmes de la dépravation par l'énergie d'un Grégoire VII, ou par les excitations et les exemples de saint François et de saint Dominique; mais les temps étaient très-changés.

Au moyen âge, une société nouvelle, protégée par la main de Dieu, était éclos sous les ailes du christianisme. Dieu, source unique de toute puissance, l'avait confiée à son vicaire sur la terre, qui, occupé de sauver les âmes et de conserver l'intégrité du dogme, la pureté de la morale, avait remis à l'empereur l'une des deux épées. Oint du Christ sur la terre, ce prince était considéré comme le chef des rois, comme le représentant du pouvoir temporel de l'Église dans la grande unité qui, appelée *Catholicisme* dans l'ordre religieux, figurait dans l'ordre terrestre sous le nom de *Saint Empire romain*.

Conception sublime qui plaçait le monde non plus sous l'arbitraire de la force, mais sous la tutelle des idées; qui pour faire des rois ne reconnaissait point la conquête, mais la foi et l'opinion; qui prévenait souvent les guerres, et les rendait toujours moins homicides; qui garantissait rois et peuples contre les attentats mutuels, en appelant les uns et les autres à rendre compte de leur conduite devant un tribunal désarmé sans doute, mais très-puissant, parce qu'il était fondé sur la conscience des peuples.

De nombreux obstacles s'opposèrent, comme nous l'avons dit, à la réalisation complète de cette idée sublime, et les limites des deux puissances restèrent mal déterminées. Les papes, pour garantir leur propre sûreté dans des temps de bouleversement, et lorsque tout pouvoir dérivait de la propriété territoriale, furent obligés de se procurer un domaine temporel; mais cette condition nouvelle les porta plus d'une fois à échanger, pour une suprématie princière, la mission de tuteurs et d'arbitres confiée par les consciences, et tirant son origine d'un royaume qui n'est pas de ce monde. De leur côté, les empereurs prétendaient dominer sur les rois, et tenir les papes sous leur tutelle plus qu'il ne convenait à l'indépendance des premiers et à la dignité du père commun des fidèles. De là cette longue lutte entre le pastoral et l'épée, apaisée, non éteinte, par des transactions qui sans doute empêchaient les excès de l'un et de l'autre, mais qui paralysaient leur efficacité respective.

Il fut, il est vrai, donné aux pontifes de repousser l'islamisme en Asie par les croisades; de conserver l'inviolabilité du ma-

riage et la dignité de la famille, de rétablir la discipline sacerdotale, bouleversée par le contact et le mélange des intérêts seigneuriaux; mais ils ne réussirent jamais à consolider les relations d'État à État, entravés qu'ils étaient par la féodalité, les coutumes septentrionales et les mœurs dominantes de l'époque.

Les découvertes se multipliaient, et des besoins nouveaux s'introduisaient avec les idées nouvelles; une littérature renouvelée puisait l'éducation à d'autres sources qu'à celle du christianisme; le droit romain faisait désirer, à la place des lois paternelles et des franchises nationales, les institutions de rigoureuse unité des anciens. L'admiration du *beau* parmi les sociétés classiques ne permettait pas d'apprécier le *bon* chez les sociétés modernes; de nouvelles institutions sociales avaient transféré dans les gouvernements laïques l'importance suprême; les sciences étaient sorties du sanctuaire; les beaux-arts cherchaient leur aliment au dehors de la dévotion, et le savoir, répandu à grands flots, ne pouvait être retenu dans un centre. Le doute avait remplacé la foi; il corrompait les mœurs, et les mœurs à leur tour réagissaient sur les croyances.

On sentait donc la nécessité d'une rénovation. L'Église, qui, immuable dans le dogme, s'est toujours pliée, dans l'application et la discipline, aux exigences des temps, ne tint jamais une de ses assemblées solennelles sans décréter des règles d'amélioration; dans les deux derniers conciles de Constance et de Bâle notamment, qui furent à la réforme ce que l'Assemblée nationale fut à la révolution française, la réformation de l'Église, dans son chef et ses membres, avait été réclamée à haute voix.

Si l'on avait procédé à cette réforme avec franchise et de concert, on aurait prévenu le fléau; mais, au contraire, on laissa la plaie s'ulcérer; la corruption devint profonde, envahit l'Église, et l'esprit du siècle finit par dominer dans la religion et même à Rome, qui en est le siège principal. Les clefs de saint Pierre étaient ambitionnées, non parce qu'elles ouvrent les portes du paradis, mais parce qu'elles étaient d'or. Les cardinaux, nommés par faveur, par condescendance pour tel ou tel prince, ou à prix d'argent, ne devenaient pas saints, comme disait Bellarmin parce qu'ils voulaient être très-saints. Ce n'était pas le mérite, mais la considération des familles qui déterminait le choix des pasteurs; la cour de Rome pensait avant toute chose

4

QUINZIÈME ÉPOQUE.

à tirer profit des vacances et des collations, de même qu'à multiplier les droits de chancellerie. Les évêques en faisaient autant pour la plupart, et s'ingéniaient à se ménager les plus gros revenus possibles : à prix d'argent, ils obtenaient qu'on leur donnât des coadjuteurs, ce qui était un expédient pour transmettre leurs évêchés à leurs adhérents, ou, comme on disait, à leurs neveux ; si l'un d'eux résignait son siège, il se réservait la collation des bénéfices ou certains revenus.

Comme les prélatures étaient alors données aux riches à titre de simple bénéfice, on introduisit l'ubiquité, c'est-à-dire la faculté d'en toucher les revenus dans quelque lieu que l'on résidât ; ainsi, le même personnage pouvait être cardinal d'une église à Rome, évêque de Chypre, archevêque de Glocester, primat de Reims, prieur de Pologne, tandis qu'il traitait peut-être à la cour du roi très-chrétien les affaires de l'empereur (1).

Au lieu de résider pour s'occuper du soin de leur troupeau, des évêques sans capacité, plus amis de bien vivre que de vivre bien, l'abandonnèrent à des vicaires spirituels, appelés suffragants ; or, afin de se les procurer à meilleur marché, ils choisissaient des moines mendiants, qui ne faisaient point de dépense de luxe et ne recevaient aucune rétribution. Ces religieux, déjà riches de privilèges, en obtinrent de nouveaux de Sixte IV, au point qu'il menaça de déposition les curés qui ne leur obéiraient pas ou les troubleraient d'une manière quelconque (2). Ils furent chargés de vendre les indulgences ; mais leur sainteté fut compromise par les avantages mêmes que leur procurait la bonne opinion qu'on en avait, et leur ordre devint aussi mondain que les autres. On employait mille brigues pour en obtenir

(1) Tout jeune encore, Jean de Médicis, qui fut depuis pape sous le nom de Léon X, se trouvait à la fois chanoine des cathédrales de Milan, de Fiésole et d'Arezzo ; recteur de Carmignano, de Glogoli, de San-Casciano, de Saint-Jean en Valdano, de Saint-Pierre de Casale, de Saint-Marcellin de Cacchiano ; prieur de Montevarchi, chantre de Saint-Antoine de Florence ; prévôt de Prato, abbé du mont Cassin, de Saint-Jean de Passignano, de Sainte-Marie de Morimond, de Saint-Martin de Fontedolce, de San-Salvador de Vajano, de Saint-Barthélemy d'Anghiari, de San-Laurent de Colibuono, de Sainte-Marie de Montepiano, de Saint-Julien de Tours, de Saint-Just et Saint-Clément de Volterra, de Saint-Étienne de Bologne, de Saint-Michel d'Arezzo, de Chiaravalle près de Milan, de Pin en Poitou, de la Chaise-Dieu près de Clermont. FABRONI.

(2) Cette bulle, du 31 août 1474, était appelée, dans le style monastique, *mare magnum*.

les dignités ; « on en venait à des meurtres, non-seulement avec le poison, mais ouvertement, à coups de couteau et d'épée, pour ne pas dire à coups de fusil (1). »

En Allemagne surtout, les cadets des grandes familles obtenaient les évêchés, dans lesquels ils apportaient les passions et les habitudes séculières. Certains prélats, princes d'un autre côté, négligeaient le peuple, qui, privé de la nourriture spirituelle, se scandalisait de leurs dérèglements et d'une opulence employée à tout autre usage que celui auquel l'avaient destinée l'Église et les personnes pieuses.

Au moyen âge, il est vrai, quelques voix s'étaient élevées contre la puissance excessive des pontifes, comme celle d'Arnaud de Brescia et des Albigeois ; mais on écoutait peu les novateurs, attendu que l'homme sent plus qu'il ne pense, commence par croire, et n'examine qu'après avoir cru. Cependant l'opinion, base du pouvoir papal, avait été ébranlée par l'établissement du saint-siège à Avignon, par ses démêlés avec Philippe le Bel et d'autres rois, démêlés où s'était révélée la faiblesse des uns et des autres. L'unité de l'Église, destinée à maintenir l'accord entre les princes, était devenue, lors du schisme d'Occident, un motif de division ; durant quarante années, l'opinion hésita sur la perpétuité qui lui était promise, et les papes rivaux eurent besoin de l'appui des rois pour soutenir la vérité et l'erreur. Occupés de concentrer la puissance en eux seuls, les rois dénièrent à Rome ses anciennes prérogatives : Édouard III lui refusa le tribut, et Ferdinand lui fit de l'opposition malgré le titre de Catholique. Les conciles de Bâle et de Constance se proclamèrent supérieurs au pontife, et ne voulurent pas dans l'Église cette monarchie qui s'affermissait alors dans le monde politique.

Au milieu de la tendance générale de ce siècle à constituer les principautés sur les ruines des républiques et des communes, les papes eux-mêmes s'attachèrent plus avidement aux intérêts temporels ; afin d'assurer de hautes positions à leur famille, ils caressaient d'un côté les puissants pour conjurer leur opposition, et de l'autre ils opprimaient les faibles pour les exploiter. Ce fut ainsi qu'ils mirent en œuvre cette politique honteuse, souillée de fraudes et de violences, qui servit à fortifier leur autorité terrestre au détriment des petits seigneurs de la Ro-

(1) Cardinal Caraffa, ap. RANKE.